

MINE

Stocamine : des promesses d'Etat enfouies sous les déchets toxiques

Par Noémie Rousseau, envoyée spéciale à Wittelsheim

(<http://www.liberation.fr/auteur/12536-noemie-rousseau>) — 28 février 2018 à 20:56



A Stocamine, le 14 février, dans une galerie à 500 mètres sous terre. Photo Pascal Bastien. Divergence pour Libération

En Alsace, une ancienne mine de potasse a servi à stocker des tonnes de résidus industriels, avec l'engagement de les retirer au bout de trente ans. Mais la mine va être bétonnée, avec ses produits toxiques, menaçant la plus grande nappe phréatique d'Europe.

L'enfouissement devait être réversible. C'était écrit, promis. Finalement, c'est la réversibilité qu'on s'apprête à enterrer, avec 44 000 tonnes de déchets, à Stocamine. Ils resteront bétonnés à jamais au fond de l'ancienne mine de potasse à Wittelsheim (Haut-Rhin), cimetière toxique sous la plus grande nappe phréatique d'Europe. Le confinement définitif a été autorisé par arrêté préfectoral au mois de mars. Vestige du passé minier, la silhouette émaciée d'un des derniers chevalements se dresse sur le site qui a employé, à la grande époque, jusqu'à 13 000 personnes à l'extraction de la potasse. Le filon s'épuisant, un projet de reconversion émerge afin d'amortir la casse sociale : transformer la mine en centre d'enfouissement voué à accueillir des déchets industriels contenant de l'arsenic, du mercure, du cyanure, de l'amiante, des métaux lourds, etc. La population est sceptique. Mais la notion de réversibilité est introduite et l'opinion bascule. En 1997, l'autorisation préfectorale d'exploitation est signée : 320 000 tonnes pourront être stockées jusqu'à trente ans à Stocamine. On creuse un dédale de galeries dans le sel gemme, en dessous des galeries effondrées de la mine. Unique en France, le site ouvre en février 1999. Mais l'aventure tourne court.

«Jeu de Taquin»

Pour voir ce qu'il en est aujourd'hui c'est avec le patron, ou plutôt le «liquidateur», que l'on s'enfonce dans les antres de la mine, une fois enfilés casque, chaussures de sécurité et vêtements épais. En bandoulière, l'auto-sauveteur à oxygène permet de tenir deux heures. L'endroit est grisouteux. Nommé par le gouvernement en 2014, Alain Rollet, ex-directeur des prestigieux Charbonnages de France, a une mission : fermer boutique. Des fûts attendent l'éliminateur dans le grand hangar attenant au puits, «*le phytosanitaire*». Le job du polytechnicien consiste en «*un jeu de taquin permanent*», au gré des normes et progrès technologiques, ironise-t-il. Eplucher les étiquettes, trouver les substances dispersées, tout déranger, remonter, tout ranger à nouveau. Pour accéder au bon colis, il faut en déplacer quatre. Le phytosanitaire, «*c'était une opération à 2 millions d'euros*», s'étrangle celui qui se présente comme le «*défenseur du contribuable*».

Qu'on se le dise, pour le contribuable, Stocamine a toujours été une ruine. Evacuons tout de suite le volet social, les promesses d'emploi : au plus fort de l'activité, une trentaine de personnes ont été embauchées. En revanche, Stocamine est un formidable gouffre d'argent public. Jamais rentable. Elle tablait sur 40 000 tonnes de déchets de classe 0 par an, mais le marché s'est révélé bien plus étroit, entre 3 000 et 5 000 tonnes annuelles, avec la concurrence des décharges souterraines allemandes moins chères. Quant aux déchets de classe 1, ils peuvent être envoyés dans des décharges en surface, moins coûteuses. Les industriels ne s'y sont pas trompés. Stocamine est resté entièrement aux mains de l'Etat jusqu'en avril 2002, date à laquelle l'entreprise Séché acquiert un tiers du capital. A peine six mois après la privatisation partielle, un incendie se produit. Deux mois pour éteindre le brasier, 74 travailleurs intoxiqués. En cause, la fermentation de déchets suintants que Séché

est venu stocker sur place. Remplir, faire du volume, quitte à être moins regardant. Voilà le drame. L'ex-directeur et l'entreprise ont été condamnés. Plus un déchet n'est envoyé au fond. Et Séché parvient à se dérober.

En juillet 2004, le groupe se débarrasse de ses actions. Stocamine, ses déchets, ses problèmes et son ardoise repassent aux mains de l'Etat. Rien que l'entretien du site, géré par une boîte polonaise, coûte 5,5 millions d'euros par an, s'alarme la Cour des comptes en 2014. Et ça fait plus de quinze ans que ça dure... Le temps des expertises et consultations. Le temps pour les élus roulés dans la farine de déposer un recours au tribunal administratif, réclamer un moratoire, une commission d'enquête parlementaire, un rendez-vous avec Nicolas Hulot... Le néodéputé (LREM) Bruno Fuchs en est convaincu, le ministre de l'Ecologie *«n'a pas vraiment regardé le dossier»*. Il s'agit de sauver autant la nappe que *«la parole de l'Etat»*. Le déstockage des déchets a été compromis par un amendement de l'ancien député (LR) du coin, Michel Sordi. En 2004, l'année où le groupe Séché a déguerpi, il fait voter une modification du code de l'environnement. Jusqu'alors, les déchets stockés en couche géologique profonde devaient être retirés au terme de l'autorisation d'exploitation, et le passage à l'illimité, éventuellement étudié après vingt-cinq ans de fonctionnement. Avec son amendement, il suffit que *«l'apport de déchets [ait] cessé depuis un an»*.

Du sur-mesure pour Stocamine dont l'activité a officiellement pris fin en septembre 2003. Michel Sordi dit avoir voulu *«débloquer la situation»*. Il a aussi ouvert une voie royale vers un bétonnage pour l'éternité. D'ailleurs, lui-même a toujours baigné dans le béton. Il fait carrière chez les cimentiers, débute en 1983 chez Sabi, devenu successivement Orsa Béton puis Holcim (fusionné avec Lafarge), et enfin Eqiom pour la branche française *«mais n'opère pas dans le secteur»*, précise-t-il. N'empêche, il est missionné (40 000 euros en 2014) pour conduire une réflexion sur l'avenir du béton - qui devrait couler à flot à Stocamine, pour remplir le vide de cette décharge souterraine surdimensionnée.

«Scénario du pire»

Dans la cage en métal, on descend vers les profondeurs avec Alain Rollet. A - 534 mètres, un autel creusé pour Sainte Barbe, la protectrice des mineurs. Le véhicule à air comprimé file jusqu'au bloc 12. L'air est plus chaud, épais. Dans le champ de la frontale apparaissent les big-bags de plastique blanc, une tonne chacun, posés sur de simples palettes de bois exprimant à elles seules la réversibilité. Le toit semble s'effondrer, les parois se cintrent et se fissurent. Il a fallu mettre des lames, des boulons. La cavité a rétréci d'1,2 mètre. Comme toutes les mines, elle travaille, se referme. Mais beaucoup plus vite que ne l'avait prévu l'Ecole des mines. *«Le stockage a été mal conçu pour la réversibilité»*, lâche Rollet. Il aurait fallu laisser des *«marges»*, il les *«cherche encore»*. Résultat : les déchets sont par endroits coincés. Mais difficile d'imaginer que le bloc 12 ait été choisi par hasard pour la visite : c'est celui qui a le plus souffert, signalé lors d'une inspection de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) en 2016. Rollet, qui considère le

déstockage comme une hérésie, a appliqué le scénario choisi par le comité de pilotage (Copil) : déstockage du plus dangereux seulement, le mercure, et confinement définitif des autres toxiques.

A la vice-présidence de ce Copil, Gérard Vouille, et parmi les membres, Emmanuel Ledoux : deux ingénieurs de l'Ecole des mines, chargés de statuer sur l'avenir du site. Ils étaient pourtant tous deux auteurs, vingt ans plus tôt, d'études de sûreté à l'appui desquelles Stocamine a obtenu le feu vert de la Drire Alsace (ex-Dreal). Et l'administration était alors dirigée par Pierre-Franck Chevret, aujourd'hui président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) qui instruit un autre dossier d'enfouissement : Cigéo, à Bure (Meuse), où a aussi convergé Pierre Debest, ex-président du Copil de Stocamine et actuel président du groupement permanent sur les déchets radioactifs à l'ASN dont Emmanuel Ledoux est également membre. D'après ces experts, quand l'envoyage inéluctable de la mine se produira et que l'eau remontera par un effet de seringue dans la nappe au-dessus, la pollution, puisque sans mercure, sera finalement acceptable. Ce «*scénario du pire*», pour la décennie, le siècle ou le millénaire prochain, Alain Rollet n'y croit pas : «*On a divisé par vingt l'impact potentiel sur l'environnement et il n'y a pas 1 gramme d'eau dans la mine.*» Faux, selon Etienne Chamik, ancien mineur et membre du collectif Déstockamine qui fédère associations et syndicats pour le déstockage total. Il a 85 ans, trente ans de mine, trente ans de lutte. Et se souvient d'avoir eu à «*évacuer chaque jour 7 à 8 m³ d'eau*»

Dès le début, il alerte : les galeries ne tiendront pas. Mais «*la caste des ingénieurs des mines s'adressent à [lui] comme à un minable*», quand ses collègues l'accusent de «*cracher dans la soupe*». A présent, les dizaines de courriers et cassettes s'entassent dans sa cave. La lutte est devenue guerre lasse. Quelques centaines de personnes à la dernière manif en décembre. Et encore. «*On aurait dû faire plus, peut-être séquestrer Rollet. On ne sait pas se vendre*», soupire-t-il. Quand, il y a deux ans, le collectif a voulu faire dans le spectaculaire en s'emparant d'un chevalement, deux compagnies de gendarmes les attendaient au petit matin. Mais ils s'accrochent : tant que le béton n'a pas pris, il y a de l'espoir.

Rollet, lui, insiste sur «*les conditions extrêmes et les dangers*» auxquels ont été exposés les travailleurs allemands qui se sont relayés quatre années au fond du trou pour récupérer les 2 270 tonnes de mercure. Sans compter «*le risque sanitaire pour la population*», ajoute-t-il : le mercure a voyagé en camion, 600 km, pour être à nouveau enfoui dans une mine de sel, en Allemagne, destination habituelle des déchets industriels français. «*Il faut arrêter de faire joujou maintenant*», s'agace-t-il. Et de s'illuminer à la vue de son «*barrage pilote*», qualifié par les opposants de «*lubie d'ingénieurs cherchant à se faire la main avant Bure*». Rollet croque à la craie son grand œuvre, ce bouchon en béton spécial censé être étanche, 9 mètres de long. Les espaces vides du stock seront comblés par du sel et du béton maigre. Ce chantier inédit débutera à la fin de l'année et lui, à 67 ans, pourra sortir définitivement de ce trou. Visiblement, il lui tarde. En 2024, le puits sera remblayé avec du gravier et des cendres.

Noémie Rousseau envoyée spéciale à Wittelsheim (<http://www.liberation.fr/auteur/12536-noemie-rousseau>)

CONTENUS SPONSORISÉS

PUBLICITÉ [\(ht](#)

http://self-booking.ligatus.com/?utm_source=ligatus-de&utm_medium=placement&utm_content=text&utm_campaign=branding) (http://self-booking.ligatus.com/?utm_source=ligatus-de&utm_medium=placement&utm_content=logo&utm_campaign=branding)

**Découvrez tous les véhicules
du personnel Renault sur
www.toprenault.com**

Dacia Duster

**Découvrez-la dès 387 €/mois !
1er loyer majoré de 3 470 €,
jusqu'au 30/06/2018.**

Kia Optima SW

**Découvrez le Crossover
Hybride dès 237 €/mois !
Jusqu'au 31/03/2018.**

Kia Niro Hybride.

**Essayez la nouvelle Kia
Picanto dans la concession la
plus proche !**

Réservez votre essai !